

POPULATION OU SUBSISTANCE ?

Patrick LIVENAI

Une collectivité ne subsiste que dans la mesure où elle se crée des fictions, les entretient et s'y attache... D'où pour elle ce besoin métaphysique de fraude, cette nécessité de concevoir, d'inventer à l'intérieur du temps, une durée privilégiée, mensonge suprême qui prête un sens à l'histoire.

CIORAN (Histoire et Utopie)

L'idée de déséquilibre suggère l'existence d'un état plus favorable voire, optimal. S'agissant de la population, de quel optimum peut-il s'agir ? D'une évaluation précise des besoins démographiques d'une situation de développement donnée ? Mais de telles évaluations n'existent pas ! Plus modestement, d'une situation où l'effectif corrigé de la population permettrait de retrouver une maximisation du produit par tête, toutes choses restant égales par ailleurs ? C'est une fiction, car les « choses » ne restent jamais inertes lorsque la population varie !...

Il existe bien un « hiatus entre théorie et politique de population » (GUILLAUMONT, 1973). Pourtant, lorsque dans le Tiers-monde une « injection non coordonnée de développement » (l'expression est de VERRIERE, 1978) conduit à une baisse rapide de la mortalité et par là même, à terme, à un nécessaire freinage de la croissance démographique, la fiction devient réalité. L'urgence est proclamée et l'Action

engagée, dans laquelle il importe d'effectuer une différence entre fraude et savoir rigoureux dans la représentation des faits.

ANTÉCÉDENTS

Pendant le premier millénaire de l'ère chrétienne, l'effectif total de la population mondiale ne varie guère : entre 200 et 250 millions d'hommes.

Le deuxième millénaire est par contre marqué par la croissance. A un rythme mesuré au départ (doublement de la population entre 1000 et 1500), succède bientôt un rythme soutenu (multiplication par 13 entre 1500 et 2000). Le dernier quart du millénaire est celui de la croissance la plus forte : passage de 770 millions d'hommes en 1750 à 6 milliards en 2000, avec un maximum atteint dans la seconde moitié du XXe siècle : un doublement de population en 40 ans (environ 3 à 6 milliards entre 1960 et 2000).

Cette croissance de la population mondiale est la résultante de mouvements très hétérogènes en intensité et calendrier selon les continents, les régions et les pays. Pour la période 1750-2000 on identifie synthétiquement deux grandes vagues presque successives (tableau 1) :

— la première, celle de l'expansion des populations des régions aujourd'hui considérées comme développées (Europe, Amérique du Nord, URSS, Japon, Océanie) est une vague *longue*, qui a pour origine le XVIIIe siècle, connaît un gonflement tout au long du XIXe, et prend fin peu après 1950 ; et *basse* puisque son maximum de croissance annuel est toujours inférieur à 1,5 %.

— la seconde, celle de l'expansion des populations des régions dites en développement (Asie moins le Japon, Amérique latine et Afrique) est une vague *courte*, qui s'amorce avant la fin de la première moitié du XXe siècle, atteint rapidement une pointe vers 1965-70, et ne devrait pas se prolonger au delà du XXIe siècle ; et *haute* car son maximum de croissance annuel dépasse 2 % (il est même supérieur à 3 % en Afrique).

Une conséquence immédiate de ces deux vagues presque successives est l'importante variation dans le temps enregistrée par la distribution spatiale de la population mondiale. On reviendra, en l'an 2000 à une distribution globalement assez proche de celle de 1750. En effet, les parts des effectifs de population des pays développés et des pays en développement par rapport au total mondial passent de 23 et 77 en 1750, à 33 et 67 en 1950, pour revenir à 21 et 79 en l'an 2000. Entre 1750 et 2000 ce sont les redistributions internes aux deux blocs qui sont les plus significatives : pour le « Sud » : récupération par l'Amérique Latine de sa part d'avant les conquêtes ibériques (8-9 % de la population mondiale) au dépens de l'Asie ; pour le « Nord » : peuplement de l'Amérique du Nord à partir des migrations européennes.

Un examen prospectif jusqu'en 2100 (sur la base des hypothèses dites moyennes proposées par les Nations Unies ¹ laisse par contre supposer de nouveaux et importants changements dans la distribution spatiale de la population mondiale. Ces changements toucheraient la répartition des parts entre pays développés et en développement (entre 2000 et 2100 elles passeraient de 21 et 79 à 14 et 86), mais aussi la distribution interne du groupe des pays en développement avec en particulier le bon en avant de la part des populations africaines dans la population mondiale (de 14 à 25).

Le constat statistique effectué de ces bouleversements démographiques passés et actuels - sans précédent dans l'histoire de l'homme - conduit à deux interrogations d'ordre général :

— Comment et pourquoi de tels changements se sont-ils produits et se produisent-ils encore, et pourquoi ces deux vagues aussi dissemblables ?

— Quelles aptitudes les sociétés ont-elles démontrées, et démontrent-elles dans la gestion de la croissance démographique ?

De multiples réponses peuvent être apportées à ces questions et ce n'est pas à en réaliser la synthèse que nous nous attacherons. On essaiera plutôt de mettre l'accent sur la spécificité de chacune des vagues de croissance indiquées, en particulier au niveau de la durée ; on insistera aussi sur quelques facteurs essentiels et sur quelques circonstances non reproductibles ayant présidés à ces bouleversements en Occident et conduisant à une remise en perspective historique des concepts d'auto-régulation démographique et de pression démographique ; on suggèrera enfin que les retombées des politiques de l'urgence dans le tiers-monde (solution agronomique et solution démographique), au sein de la même démarche méthodologique incitent à un affinement du questionnement.

I. La croissance des populations européennes à partir du XVIII^e siècle s'inscrit dans la longue durée.

Au sortir du Moyen-Age la croissance des populations européennes est faible : 0,27 % de 1650 à 1700, 0,31 % de 1700 à 1750 (Perez Moreda et Reher, 1985). On distingue alors deux grands types de régime démographique. Le premier, dominant en Europe méridionale, présente une mortalité et une natalité forte (40 % et parfois plus) avec

1. Cette hypothèse concerne :

a) la poursuite de la baisse de la fécondité pour les pays en développement (le simple renouvellement des générations = 2,1 enfants par femme, intervenant à partir de 2035).

et b) une légère hausse de la fécondité pour les pays développés afin d'atteindre ce seuil de renouvellement. Nations Unies (1986)

une nuptialité précoce et universelle. Le second, plutôt caractéristique de l'Europe du nord-ouest, combine une mortalité plus faible (de 30 à 40 %) avec une natalité plus réduite (de 30 à 40 %) en rapport à une nuptialité partielle et plus tardive (Hajnal, 1965).

Aux abords du XVIII^e siècle la croissance des populations s'installe dans un rythme plus élevé - l'hétérogénéité prévaut encore, mais partout le mouvement s'inscrit dans la longue durée (figure 1) :

— l'élément moteur de cette croissance est la baisse de mortalité. En Europe du nord-ouest, il faut, à partir du début du XVIII^e siècle, de 100 à 125 ans pour que les niveaux estimés de mortalité selon les pays, de 30 à 40 %, descendent à 25 % ; et 100 à 125 années supplémentaires seront encore nécessaire à la baisse de 25 % à 15 %². En Europe du centre et du sud, c'est au cours de deux siècles (XVIII^e et XIX^e) que la mortalité passera de niveaux proches de 40 % à des taux de 25 % ; et le passage de 25 % à 15 % s'effectuera en moins de 50 années supplémentaires³. Globalement pour l'Europe, le passage de la mortalité de 40 % à 15 % est un processus de *longue durée* qui s'étend donc sur une période de 200 à 250 années.

— en ce qui concerne la natalité, les pays européens (sauf la France) connaîtront, pendant tout le XVIII^e siècle et la première moitié du XIX^e, une stabilité relative, une légère décroissance, ou même parfois une légère augmentation consécutive à un relâchement du frein nuptial. Ce n'est qu'entre 1880 et 1935 que les taux de natalité descendent au dessous de la barre des 30 % et, fait remarquable, partout cela intervient avant que la mortalité n'atteigne les 15 %⁴, garantissant une croissance « basse » (inférieure à 1,5 %).

Point de simple cadre calendaire ici ! Ce temps long de la croissance démographique européenne fait apparaître celle-ci comme un élément constitutif du processus global de développement économique et social. Il renvoie à l'étude de l'évolution de situations économiques, sociales, culturelles, certes contrastées selon les régions du vieux continent, mais où dans l'ensemble la lenteur des mouvements a sans doute prévalu sur les situations de rupture, sans garantir pour autant l'impossibilité de crise.

2. Norvège : 125 ans, Finlande : 130 ans, Suède : 110 ans, Angleterre : 105 ans, Danemark : 100 ans, Allemagne : 100 ans et France : 125 ans. Voir figure 1.

3. Italie : 35 ans, Bulgarie : 40 ans, Tchécoslovaquie : 35 ans, Autriche : 25 ans, Espagne : 40 ans, Pologne : 25 ans, Roumanie : 40 ans et Hongrie 25 ans. Voir figure 1.

4. Ce fait apparaît visuellement sur la figure 1 : pour l'ensemble des pays européens le point (moment du passage de natalité au dessous de 30 %) se situe sur le trait (durée du passage de la mortalité de 25 à 15 %).

II. De quelques facteurs essentiels et de quelques circonstances non reproductibles

Les sources de l'Essai de Malthus renvoient à la pratique de collecte d'informations sur les réalités sociales du statista (homme d'Etat) de la renaissance italienne et à l'arithmétique politique de William Petty dont le propos était la mesure et la mise en correspondance de la production, la consommation et la population (Stagl, 1984). Au XVIII^e et encore souvent au début du XIX^e siècle, c'est essentiellement de la production agricole dont il s'agit, et l'étude des liens entre les subsistances et la population passe donc en premier lieu par l'examen, au niveau local (faiblesse des échanges lointains), des modes de production agricole (structures foncières, organisations sociales du travail, techniques de culture et d'utilisation des sols, produits, rendements, prix). Point trop de mesure pourtant chez Malthus, dont le mérite reste d'avoir situé, implicitement, au plan des comportements familiaux le point de jonction des changements économiques et démographiques.

Aujourd'hui ces « éléments » sont devenus plus explicites de part le développement de nombreux travaux de démographie historique et d'histoire quantitative. Quatre résultats méritent d'être soulignés : la diversité des modalités d'articulation possibles entre la population et les subsistances, l'intérêt de la prise en compte de l'évolution historique des mentalités, l'utilité d'un examen du contexte culturel et politique d'émergence des changements démo-économiques, l'importance de la solution migratoire vers les Amériques.

Vers une diversité des modalités d'articulation possibles entre la population et les subsistances

Une remise en perspective des « bouleversements agricoles » antérieurs à la révolution industrielle est permise par le développement des méthodes quantitatives en histoire depuis les années 60. De nombreux travaux conduisent à réfuter l'existence d'une rupture brutale dans le mouvement des rendements des principaux produits céréaliers et des féculents tout au long du XVIII^e siècle et jusqu'en 1840 en Europe. En résumé la révolution agricole du XVIII^e siècle serait un mythe ⁵. Ce point est d'importance car dès lors il ne s'agit plus d'essayer de chercher un « timing », un ordre de préséance, entre deux dates (celle du début de la croissance de la population et celle de la « révolution agricole ») dans un pays donné, mais d'analyser dans le temps les

5. Sur l'origine de l'idée de « révolution agricole » dans l'historiographie. Cf. MORINEAU (1983).

mouvements parallèles et imbriqués d'un système agraire et de la dynamique de sa population.

Cette démarche permet de renvoyer dos à dos (colloque de Stuttgart de 1985) les supporteurs inconditionnels de la thèse de Malthus, selon laquelle la production ne pourrait admettre une trop forte croissance démographique, et ceux de la thèse de Boserup (1969) suggérant que la pression démographique susciterait les conditions d'une innovation technique ou organisatrice. Si l'autorégulation démographique et la pression démographique perdent ainsi leur caractère universel, ce n'est que pour mieux retrouver, l'une et l'autre, leur pouvoir analytique après « historification », c'est-à-dire après remise en situation par rapport aux milieux physiques (caractéristiques des sols et climats) et humains (organisations sociales et fonds culturels) (Eiras Roel, 1987).

De l'intérêt de la prise en compte de l'évolution historique des mentalités

En Occident, jusqu'au XVIII^e siècle, la vie (la naissance et la mort) appartient à la nature, au surnaturel ou au magique. Les premiers démographes attestent encore de cette conception au début du XVIII^e siècle, lorsqu'ils s'accommodent d'un de ses corollaires : l'idée d'une certaine constance d'effectif et de structure des populations dans l'histoire 6. Derrière la longévité, la durée ordinaire, naturelle ou limite de la vie, on ne perçoit pas encore la mortalité c'est-à-dire, selon la formule de Lebras (1984), « la régularité du hasard derrière l'accident », ainsi que sa possible variabilité. Mais la progressive évolution des mentalités initiées à la fin du moyen-âge avec le recul du sentiment religieux et la poussée des individualismes débouche au XVIII^e siècle sur une modification importante du système de représentation de la vie.

En France, très précocement cette évolution a des répercussions dans le domaine de la procréation et la contraception. S'intéressant à cet aspect, Aries (1960) part d'un résultat acquis par Himes (1936) : des méthodes contraceptives ont été connues de l'ensemble des sociétés humaines, lesquelles ne se sont différenciées dans l'histoire que par l'usage — ou non — qu'elles en ont fait ; il s'interroge alors :

6. Le régime démographique de l'époque, de forte mortalité et natalité, les conforte dans ce sens. La natalité étant posée constante, il est habituel de calculer l'effectif global d'une population en multipliant les naissances moyennes d'une année — le plus facilement enregistrable — par l'inverse du taux de natalité estimé. La valeur communément utilisée de cet inverse est 25 (ce qui correspond à un taux de 40 %) pour la France rurale du XVIII^e siècle (HENRI, 1970).

— « Comment les pratiques contraceptives sont-elles passées des relations clandestines ou honteuses dans le mariage légitime, sous quelles influences et pourquoi au XVIII^e siècle ? »

Aries suggère que la mise en oeuvre des moyens connus de limitation des naissances par les individus à l'intérieur de la famille en tant que nouvelle pratique sociale est le résultat de la conjonction de plusieurs faits :

— l'émergence, dès le début du XVII^e siècle, du fait que l'idée de limitation n'est plus liée au jugement de perversion sexuelle ;

— la progressive séparation des notions de plaisir et de procréation dans les mentalités de l'époque ;

— les transformations des structures familiales survenues aux XVI^e et XVII^e siècles, en particulier en ce qui concerne la place de l'enfant dans le groupe familial : un glissement d'un régime d'expulsion de l'enfant hors de la famille à un très jeune âge (avant 10 ans) vers un régime familial où le but est la promotion de l'enfant à travers l'accès à l'école.

L'extension à l'ensemble de la société française d'une « économie conjugale »⁷ permise par la modification des mentalités va se réaliser pendant le XVIII^e siècle dans une France « prématurément surpeuplée »⁸ et essentiellement rurale, caractérisée par ailleurs par certaines rigidités d'organisation de la production agricole (morcellement foncier avec égalitarisme de transmission du patrimoine, faiblesse de l'innovation).

Dans ce sens, la fin du Moyen-Age et le XVIII^e siècle sont beaucoup plus qu'une période de transition entre le Religieux et l'Economique, entre le Prêtre et le Médecin... C'est une époque qui réunit les conditions d'émergence, et la mise en pratique, de nouveaux comportements lesquels permettront, plus tard, que la génération et la santé du corps deviennent les domaines de la médecine, lorsque la révolution industrielle signifiera - entre autre - augmentation des moyens consacrés à la recherche médicale. Au bout du compte, il y aura encore la baisse de la mortalité (développement de la vaccination — Jenner, Pasteur — de la médication et de la chirurgie) et de la natalité (contraception moderne).

7. La phrase de MOHEAU est devenue célèbre : « on trompe la nature jusque dans les villages ».

8. L'expression est de BRAUDEL, (1967).

L'utilité d'un examen du contexte culturel et politique d'émergence des changements démo-économiques

Avant que de permettre le développement de la médecine, la modernité a significé pour les individus des modifications profondes dans la manière de travailler (division du travail), dans les lieux de travail (exode rural), dans la répartition du travail entre les sexes, dans le système éducatif des enfants, dans les relations de pouvoir à tous les niveaux de la structure sociale nouvelle. Autant de faits qui ont pesé sur les rythmes familiaux, mais de manière complexe.

L'Angleterre en est une illustration, pour laquelle la révolution industrielle s'initie au tournant du XIX^e siècle, tandis que la baisse de la fécondité n'intervient de manière conséquente qu'autour de 1880.

Ce sont quelques facteurs essentiels, caractéristiques de l'Angleterre pré-industrielle, qui sont à l'origine de ces deux faits (Ryder, 1983) :

— aussi loin que remonte la mémoire, le système social anglais est fondé sur la propriété privée plutôt que sur la propriété collective ; cet aspect ressortira pleinement avec les enclosures (fin du XVI^e siècle puis XVIII^e et début du XIX^e) ;

— la dominance d'un régime de régulation de la natalité par la nuptialité et la consanguinité bilatérale ;

— l'émergence d'un État-nation, raisonnablement efficace, favorable à l'individualisme agraire et à la liberté d'entreprise, comme il le sera plus tard à l'émigration vers l'Amérique et le Canada.

L'augmentation progressive des productions agricoles résultant des enclosures (passage de la jachère aux cultures fourragères), la création d'emplois y compris pour les enfants en bas âges dans les mines et les manufactures, et la « loi des pauvres » vont favoriser l'accroissement d'une population, provenant, à la fois, d'une baisse de la mortalité (amélioration du régime alimentaire), d'un accroissement de la fécondité permise par un rajeunissement de l'âge au mariage, et de l'immigration irlandaise : entre 1800 et 1850 la population anglaise double, passant d'environ 9 à 18 millions !

Mais vers 1940 l'absorption d'un tel accroissement devient difficile, la misère augmente. La solution migratoire joue alors à plein.

Lorsque la période du capitalisme sauvage s'achève, vers 1880, avec la reconnaissance des syndicats ouvriers et la création de l'école obligatoire, la propagande de Sir Francis Place (initiée dès 1820) en faveur du planning familial récolte ses premiers fruits (Sutter, 1960).

L'importance de la solution migratoire vers les Amériques

Avant l'exode, il y eût la conquête, c'est une évidence, mais quand même : « Cortes va exclure le monde indien et, l'ayant réduit à l'escla-

vage, il permettra la conquête de tout le continent américain, du Canada à la terre de Feu. Sans l'or, sans les matières premières, sans le travail des esclaves surtout, quel eût été le sort de l'Europe et de sa révolution industrielle » ? (Le Clezio, 1988).

L'exode, donc. On estime à 50 millions d'Européens l'effectif des migrants à destination des USA, du Canada, de la Nouvelle-Zélande et de l'Australie au cours de la révolution industrielle (Banque Mondiale, 1984) 9. Même si ce mouvement n'est pas que la simple traduction d'un surplus démographique, on est frappé par son ampleur. Entre 1846 et 1932, l'immigration représente 45 % de l'augmentation de la population en Grande Bretagne, et 30 à 40 % en Italie et en Espagne. Le phénomène connaît un pic entre 1881 et 1910, période au cours de laquelle l'immigration atteint 20 % de l'accroissement naturel de l'Europe. Vu du côté des Etats-Unis, cela correspond à un taux moyen annuel d'immigration de 7,5 % entre 1861 et 1910 (Population Council, 1973).

III. La croissance des populations du tiers-monde à partir de la deuxième moitié du XX^e siècle est assignée à la courte durée.

L'analyse du passé ancien et même parfois relativement récent de l'évolution démographique des pays en développement repose sur des estimations 10. On considère généralement qu'au début du XX^e siècle dans de nombreux pays, la mortalité était supérieure à 40 %, et la natalité supérieure à 45 % (voir 50 % en certaines régions d'Afrique). La baisse s'effectuera selon les modalités suivantes :

— en ce qui concerne la diminution de la mortalité, elle commence pendant l'entre deux guerre, surtout en Amérique Latine, où pour certains pays le taux passe même en dessous de 25 % dans les années 1930 (Vénézuéla, Chili, Mexique). Partout ailleurs (Asie et Afrique), le mou-

9. Ce chiffre aurait pu être plus fort si la France n'avait pas perdu en 1763 le Canada au profit de l'Angleterre et la Louisiane à celui de l'Espagne.

10. Pourcentage de la population de certaines régions pour lesquelles il existe des statistiques « complètes »

	Pour la mortalité en 1958*	Pour la natalité n 1960**
Amérique latine	42	40
Asie	7	8
Afrique	4	2

* Nations Unies (1962) ** Nations Unies (1963)

vement s'enclenche alors : entre 1945 et 1985 la mortalité passe en dessous de 25 % puis de 15 % dans la plupart des pays du tiers-monde ¹¹, et pour la majorité d'entre eux la durée de ce passage de 25 % à 15 % n'est seulement que de 20 ou 25 années.

Globalement, la réduction de la mortalité de 40 % à 15 % se produit donc *très rapidement* : sur une période de 50 à 80 années pour la plupart des pays en développement.

— La baisse de la natalité s'amorce dans les années 60 en Chine et à un degré moindre au Brésil et en Inde. Elle s'enclenche dans les années 70 au Mexique, en Indonésie, en Iran, en Algérie et au Pakistan pour ne citer que des pays importants par leur effectif. Elle se concrétise à partir de 1985 pour un grand nombre de pays d'Asie et d'Amérique Latine pour lesquels le taux de natalité descend au dessous de la barre des 30 %. L'Afrique noire, dans sa quasi totalité est à l'écart d'un tel mouvement.

Partout, le taux de natalité passe (ou passera) au dessous des 30 % après (et souvent longtemps après) que le taux de mortalité soit devenu inférieur à 15 % ¹², impliquant une croissance *haute* (supérieure à 2 %, parfois à 2,5 %, voir 3 %. Il est supérieur à 4 % aujourd'hui au Kenya).

Cette fois encore, le moteur de la croissance est la chute de la mortalité. Mais l'analogie avec l'Occident s'arrête là : on sait le caractère provoqué de la baisse de la mortalité dans les pays en développement, laquelle procède plus d'une sorte de « greffe technologique partielle », d'un « traumatisme sanitaire » (Verriere, 1978) que d'un ajustement interne à un processus global de développement. Dès 1959, Lacoste avait précisé ce point, comme par anticipation : « le sous-développement peut se définir comme une distorsion durable, dans un pays déterminé, entre la croissance démographique et une économie stagnante ou en faible accroissement ». Il s'agissait d'insister, avec cette notion de distorsion durable, sur le caractère de nouveauté historique du phénomène : ni la forte croissance démographique (cf. ci-avant l'importante croissance démographique de l'Occident), ni la relative stagnation économique ne sont le propre du sous-développement, mais plutôt leur coïncidence historique, étant entendu qu'il s'agit d'une situation économique relative à la diffusion du mode de production capitaliste et d'une croissance démographique provenant d'une réduc-

11. A titre d'illustration : Pérou, Guatemala, Iran, Iraq, Chine, Inde, Corée du Nord et du Sud, Indonésie, Arabie Saoudite, Pakistan, Algérie, Egypte, Zaïre, Maroc, Kenya, Côte d'Ivoire. Cf. graphique 1.

12. Par exemple : Inde : 10 ans, Brésil : 30 ans, Mexique : 35 ans, Iran : 30 ans, Indonésie : 5 ans, Pakistan : 15 ans, Algérie : 20 ans. Cf. figure 1.

tion sans précédent de la mortalité, consécutive au transfert d'une partie de la technologie et du savoir-faire médical occidental.

Pourtant le rythme de la croissance démographique du tiers-monde sera vite perçu comme une menace et présenté comme un symptôme intrinsèque du sous-développement, quand ce n'en est pas la cause ! Dans un tiers-monde en vase clos — il n'y a plus d'Amérique ! — cette croissance sera donc assignée à la courte durée.

IV. Les politiques de l'urgence

Les institutions nées à Bretton Woods en 1944 (FMI, banque Mondiale) puis ensuite le GATT (accord général sur les tarifs douaniers et les échanges commerciaux, créé en 1948) permettent aux pays occidentaux de détenir depuis plus de 40 ans les cordons d'une bourse assurant la gestion mondiale d'un « solide système de libre échange qui tient de Keynes à l'intérieur et d'Adam Smith à l'extérieur » (rapport Brandt, 1980)

Pour « l'extérieur » (les pays en développement), les schémas néo-classiques de croissance économique proposés véhiculent depuis 30 ans une idée forte : la possibilité d'un développement basé sur l'exploitation des matières premières permettant en retour l'obtention des importations indispensables (y compris dans le domaine alimentaire) et la création d'activités industrielles ¹³. Par rapport à ce cadre, l'évolution du rapport global entre population et subsistances a donné lieu, de la part des milieux académiques, des institutions internationales puis des gouvernements des pays, à la recherche et la mise en oeuvre de traitements séparés des deux phénomènes : la solution démographique et la solution agronomique (Livenais et Quesnel, 1987) ¹⁴.

13. Pour un bilan on consultera :

— Selected indicators 1967-1988, Banque mondiale 1988.

— « Rapport sur les perspectives d'évolution des prix des principales matières premières jusqu'à l'an 2000 ». Banque mondiale 1989.

— et l'article de DELMAS et GUILLEMIN « La fin du mythe des matières premières » Journal le Monde du 7.7.87.

14. Dans ces deux domaines, les Fondations FORD et ROCKEFELLER ainsi que l'USAID ont exercé un rôle important : création de l'IRRI (Institut International de Recherche sur le Riz) aux Philippines en 1959 et du CIMMYT (Centre International pour l'amélioration du maïs et du blé au Mexique en 1966) ; financement à 100 % des actions réalisées dans le domaine démographique jusqu'en 1970 (pour un montant d'environ 200 millions de dollars US sur la période 1965-69 (BRADSHAW, 1977).

La solution agronomique

Les famines annoncées pour le tiers-monde ne se sont pas produites, grâce à la révolution verte (création de nouvelles variétés de céréales à haut rendement et permettant plusieurs récoltes dans l'année 15), au progrès de l'industrie agro-alimentaire, et à l'aide internationale.

La sécurité alimentaire mondiale n'est cependant pas définitivement acquise, comme l'a montré l'année 88 au cours de laquelle, la production mondiale ayant été inférieure à la consommation, il a fallu recourir aux stocks (la F.A.O. estime à 18 % de la consommation mondiale, le volume des stocks internationaux de réserve à constituer 16).

D'autre part, la faim persiste encore dans certaines régions du monde : lorsque les méthodes agricoles modernes sont d'une application difficile, ou quand le vide organisationnel traduit des motivations politiques.

Au delà de la question de l'autosuffisance alimentaire globale, deux éléments paraissent ressortir d'un bilan de l'évolution de la production agricole et des formes de son développement à partir du commerce international sur les trente dernières années.

Le premier est l'instauration d'une dépendance des pays pauvres vis-à-vis des pays riches au plan de la production agricole. Les pays en développement qui étaient en 1960 exportateurs nets de produits alimentaires sont devenus depuis 1980 importateurs nets 17. Ce retournement de situation s'est traduit en particulier par des pertes importantes de parts sur le marché des exportations de ce secteur alimentaire 18 et même de l'ensemble des produits agricoles (tableau 2).

Le second est la perte d'autonomie croissante des pays pauvres quand à la définition des stratégies agricoles mises en oeuvre au plan national. Ce fait est un résultat qui accompagne directement les franchissements d'étapes réalisés par une recherche agronomique tournée vers le développement du commerce mondial : « après la décennie 60

15. Pour un bilan critique de la révolution verte en Asie voir KOCHER, 1974 et ETENNE, 1987.

16. Ces stocks sont détenus environ à 60 % par les pays industrialisés — dont plus de 30 % aux USA — et à 40 % par le tiers-monde — dont 20 % par la Chine.

17. Etant donné la hausse des cours et surtout du fret, la dégradation de la situation est encore plus sensible en valeur qu'en volume.

18. Ce fait recouvre entre autre une réalité connue : la modification des régimes alimentaires. Exemple : Côte d'Ivoire (Ministère de l'Agriculture).

	Production de mil (tonnes)	Importation de blé (tonnes)
1960	41 000	0
1983	41 000	205 500

où il s'agissait d'augmenter les rendements, et la décennie 70 où il fallait trouver des variétés adaptées aux sols, et résistantes, vint la décennie 80 pour laquelle le problème n'est plus le niveau de la production mais l'argent pour l'acheter. L'accent est mis sur l'abaissement des coûts de production, l'obtention d'un meilleur revenu, également sur l'emploi, notamment celui des femmes » 19.

Certes, les pays occidentaux sont eux aussi confrontés à cette exigence de rentabilité d'un modèle économique reposant sur les forces du marché mondial, mais d'une part leurs économies ont déjà éprouvé leurs capacités d'adaptation et surtout, d'autre part, elles sont déjà diversifiées.

Ainsi, après avoir regretté que le destin de la production cacaoyère ivoirienne soit essentiellement lié à une différence de coût de production entre ce pays et ses principaux concurrents, Ismaël Sera Geldin (Banque Mondiale), lors d'une émission télévisée de la RTI (novembre 1989) laissait entrevoir les difficultés que pourrait rencontrer ce pays dans le redéploiement de son agriculture (production rizicole par exemple) étant donné « l'environnement hostile » 20.

La solution démographique

On considère aujourd'hui que près de 80 % des populations du tiers-monde vivent dans des pays ayant défini les termes d'une politique de population. Ces politiques, qui s'articulent généralement autour de deux volets, le premier de régulation de la distribution spatiale de la population et le second de contrôle de l'accroissement démographique, recouvrent selon les pays des réalités bien différentes.

L'objectif de contrôle de la croissance démographique revêt pourtant une importance toute particulière et concerne l'ensemble des pays les plus peuplés du tiers-monde : Chine, Inde, Indonésie, Brésil, Pakistan, Bangladesh, Nigéria, Mexique. Derrière un objectif commun on retrouve encore des expériences très spécifiques selon :

— l'ancienneté de la définition de la politique (les années 50 et 60 pour l'Inde et la Chine, les années 70 pour le Mexique, 1988 pour le Nigéria ;

19. Interview de SWAMINATHAN, directeur de l'IRRI, cité dans l'« Internationale de la recherche agricole : Après le rendement, la rentabilité ». J. GRALL, *Le Monde* du 19/05/87

20. Ce qui signifie : pas de subvention pour des projets dont les résultats ne seraient pas garantis, au niveau de la compétition internationale.

Les spectres de Malthus

— le niveau d'engagement de l'Etat (de la simple bienveillance au soutien caractérisé) ;

— les moyens mis en oeuvre (dans le domaine législatif ou dans celui de la diffusion des méthodes contraceptives) ;

— le style d'intervention (de l'incitation à la coercition).

Les travaux ne manquent pas qui ont essayé de saisir l'impact de ces politiques de population et tout spécialement de la planification familiale sur la fécondité ²¹. L'exercice est périlleux mais instructif (Szykman, 1985). Trois résultats retiennent l'attention :

— le premier est que le taux d'accroissement de la population mondiale est passé par un maximum entre 1965 et 1970 ²². L'inversion de la tendance est essentiellement due aux résultats de la politique de population de la Chine, et aussi à l'effondrement de la fécondité en Occident. Depuis, le mouvement de baisse s'est diffusé et on peut présenter la situation de 1985 en terme d'effectif de population, de la manière suivante (Bourgeois. Pichat, 1984) :

1,170	pour les pays développés
1,060	pour la Chine
1,695	pour les pays en développement engagés dans la transition démographique
901	pour les pays en développement restés en dehors de la transition démographique

4,826 milliards : population mondiale en 1985

— le second est la coïncidence qui semble s'établir entre la baisse de la fécondité (mesurée par la variation de l'indice conjoncturel de fécondité) d'une part, et d'autre part, une combinaison des catégorisations de l'effort en matière de planification familiale et du niveau de développement. Plus cet effort est conséquent et plus il se réalise dans un pays de niveau de développement élevé, et plus importante est la baisse de fécondité (Chasteland et Szykman, 1985).

— le troisième est la part croissante occupée par la stérilisation dans la contraception. Les méthodes modernes de stérilisation féminine et

21. De l'étude de RAVENHOLT et CHAO – lesquels dès 1974 insistent sur les résultats enregistrés en 10 ans par des petits pays (Hong Kong, Ile Maurice, Singapour) mais aussi par la Chine et l'Egypte – jusqu'aux nombreux « rapports concis de l'observation continue des politiques démographiques » des Nations Unies.

22. 1950-55 : 1.84, 1955-60 : 1.86, 1960-65 : 1.96, 1965-70 : 2.06, 1970-75 : 2.03, 1975-80 : 1.77, 1980-85 : 1.67

masculine mises au point après 1960 sont aujourd'hui — et de loin — le moyen de contraception le plus utilisé dans le monde. D'après le Population Inform Program, en 1984 on estimait à 135 millions le nombre de couples stérilisés (1 sur 6 dans le monde). Le poids des pays asiatiques est fort puisque c'est en Chine et en Inde que l'on trouve 77 % des 97 millions de femmes stérilisées au monde. Cependant, on a assisté lors des dix dernières années à une accélération très forte du phénomène en Amérique Latine. Le cas du Mexique en est une illustration où sur 100 femmes mariées et en âge de procréer, 3 étaient stérilisées en 1976, 9 en 1979, 13 en 1982 et 20 en 1987. Cette augmentation explique la quasi totalité de la progression du pourcentage des utilisatrices de la contraception de 1976 à 1987 et il faut remarquer que dans 1 cas sur 2 il s'agit de la première méthode contraceptive utilisée (Bronfman et al, 1986).

Conclusion

L'étude de la relation entre population et subsistances dans les pays en développement renforce particulièrement la nécessité du processus d'« historification » des concepts d'analyse auquel il était fait allusion auparavant. Dans ce processus, les politiques de l'urgence apparaissent comme des éléments supplémentaires de mise en évidence d'une spécificité de situation de développement des pays du Tiers-monde par rapport à l'Occident.

Au plan méthodologique, ceci ne constitue pas un bouleversement mais correspond plutôt à un affinement du questionnement. Ainsi, à l'interrogation initiale : *quelles aptitudes les sociétés démontrent-elles dans la gestion de la croissance démographique ?* il sera parfois utile de substituer : *d'où vient la subite adéquation constatée des comportements reproductifs individuels au discours proposé sur la famille ?*

Références bibliographiques

- ARIES, P., 1969 — « Interprétation pour une histoire des mentalités ». In *La prévention des naissances dans la famille — ses origines dans les temps modernes* (par J. BERGUES et al...). INED, Travaux et documents n° 35, Paris, P.U.F.
- BIRABEN, J.C., 1979 — « Essai d'estimation du nombre des hommes ». *Population*, n° 1.
- BOURGEOIS PICHAT, J., 1984 — « Le défi de la transition démographique ». *Le Monde* du 1/8/1984.
- BRADSHAW, L.E. et GREEN, C.P., 1977 — A guide to sources of family/planning program assistance, *Population Reports* (March), serie J.
- BRAUDEL, F., 1967 — *Civilisation matérielle et capitalisme*. Tome 1, Paris, Armand Colin.
- BRONFMAN, M. et al, 1986 — « Practica anticonceptiva y clases sociales en Mexico : la experiencia reciente ». *Estudios demograficos y urbanos*, 1, n° 2. El Colegio de Mexico.
- BOSERUP, E., 1979 — *Evolution agraire et pression démographique*, Paris, Flammarion.
- CHASTELAND, J.C. et SZYKMAN, M., 1985 — « Evolution récente de la fécondité dans le Tiers-monde. 1960-65/1980-85 ». *Espace, populations et sociétés*, III, Lille.
- CHESNAIS, J.C., 1986 — *La transition démographique. Etapes, formes, implications économiques*, INED, Travaux et Documents n° 113, Paris, P.U.F.
- EIRAS ROEL A., 1987 — Préface à *Evolution agraire et croissance démographique*, FAUVE CHAMOUX (éd.). Ordina Editions, Liège.
- GUILLAUMONT, P., 1973 — « La croissance démographique optimale ou l'ignorance sur l'essentiel ». In *Les aspects économiques de la croissance démographique*, Paris, Colloques internationaux du CNRS, n° 550.
- HAJNAL, A., 1965 — « European marriage patterns in perspective ». In *Population in history*, Glass & Eversley, eds Chicago, Adline Publishing Company.
- HENRY, L., 1984 — Préface de *Essais d'arithmétique politique*, de Willem Kersseboom, Paris, INED.
- HIMES, N., 1936 — *Medical history of contraception*. Baltimore, The Williams and Wilkins Company.
- KOCHER, J.E., 1974 — « Développement rural, répartition du revenu et baisse de la fécondité », New-York, *Population Council*.

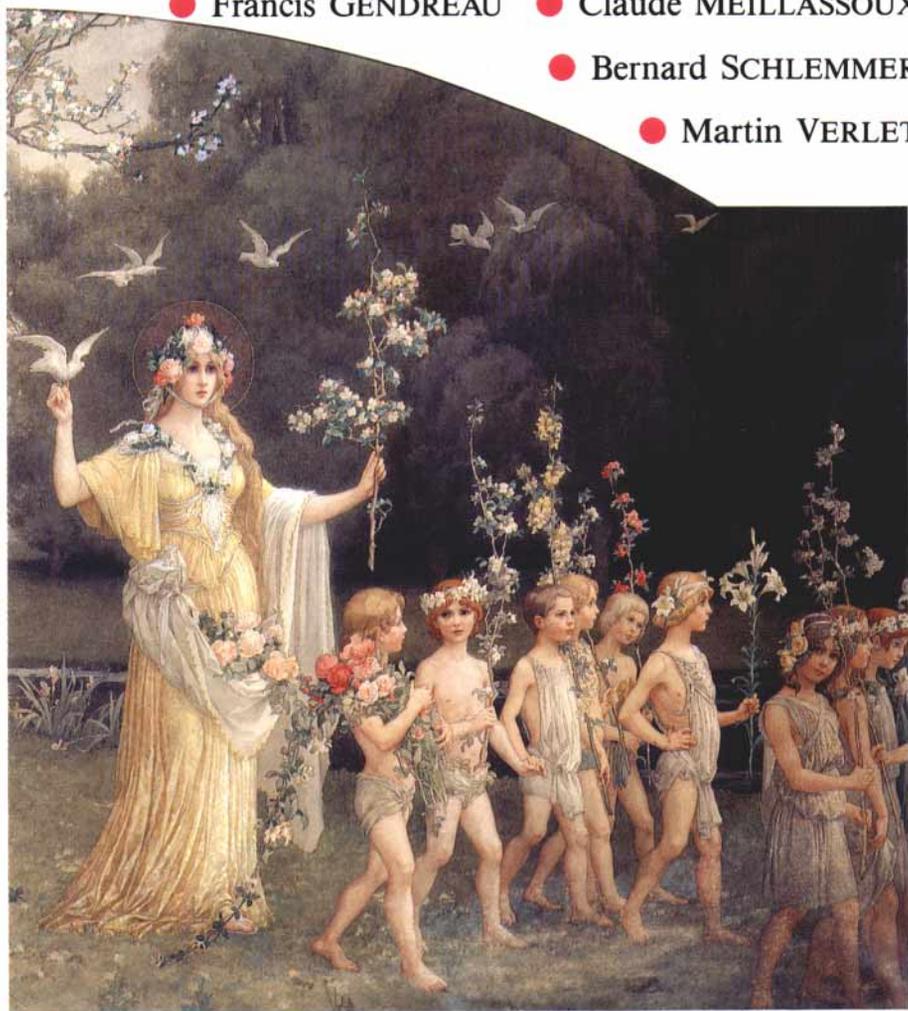
- LACOSTE, Y., 1974 — *Les pays sous développés*, Paris, P.U.F.
- LE BRAS, H., 1984 — « Malthus et les deux mortalités ». In *Malthus hier et aujourd'hui*, FAUVE CHAMOUX (éd.), Paris, Editions du CNRS.
- LE CLEZIO, J.M., 1988 — *Le rêve mexicain*, Paris, Gallimard.
- LIVENAIS, P. et QUESNEL, A., 1987 — « Population et développement. Evolution du débat dans les milieux scientifiques et les institutions internationales depuis l'après-guerre ». In *Cahiers de l'Institut Santé et Développement*, n° 1.
- MORINEAU, M., 1987 — « Agriculture et démographie : l'évolution de la problématique y compris un retour sur la cas anglais ». In *Evolution agraire et croissance démographique*, Fauve Chamoux (éd.), Liège, Ordina Editions.
- PEREZ MOREDA, V. et REHER, D., 1985 — « Démographic mechanisms and long term swings in population in Europe, 1200-1850 ». *Actes du Congrès International de la Population de Florence*, UIESP.
- RAVENHOLT, R.T. et CHAO J., 1974 — World Fertility Trend, *Population Reports*, série J, n° 2.
- RYDER, N., 1983 — « Structure familiale et fécondité », *Bulletin démographique des Nations Unies*, n° 15.
- STAGL, J., 1984 — « Les sources de l'essai sur le principe de population », In *Malthus hier et aujourd'hui*, FAUVE CHAMOUX (éd.), Paris, Editions du CNRS.
- SUTTER, J., 1960 — « Sur la diffusion des méthodes contraceptives », In *La prévention des naissances dans la famille - ses origines dans les temps modernes* (par H. BERGUES et al...), INED, Travaux et Documents n° 35, Paris, P.U.F.
- SZYKMAN, M., 1985 — « Problèmes d'évaluation des politiques anti-natalistes ». *Politiques de population. Etudes et Documents*, vol. II, n° 2.
- VERRIERE, J., 1978 — *Les politiques de population*, Paris, P.U.F., Le géographe.

Autres documents cités

- ONU, 1962 — *Bulletin démographique des Nations Unies* n° 6.
- ONU, 1963 — *Bulletin démographique des Nations Unies* n° 7
- ONU, 1986 — *World population prospects. Estimates and projections as assessed in 1984*.
- Banque Mondiale, 1984 — *Rapport sur le développement dans le monde*.
- Banque Mondiale, 1988 — *Selected indicators 1967-1988*.
- Banque Mondiale, 1989 — *Rapport sur les perspectives d'évolution des prix des principales matières premières jusqu'à l'an 2000*.
- Nord-Sud : un programme de survie* (sous la direction de W. BRANDT, Gallimard idées 1980).
- Population Council, 1973 — *La population et l'avenir des Etats-Unis*;
- Population Report, 1986 — *La stérilisation féminine*, série C, n° 9, janvier 1986.

LES SPECTRES DE MALTHUS

● Francis GENDREAU ● Claude MEILLASSOUX
● Bernard SCHLEMMER
● Martin VERLET



CRSTOM



Francis GENDREAU, Claude MEILLASSOUX
Bernard SCHLEMMER, Martin VERLET

LES SPECTRES DE MALTHUS

**Déséquilibres alimentaires
Déséquilibres démographiques**

Co-édition

EDI (Études et Documentation Internationales)

**ORSTOM (Institut Français de Recherche pour le
Développement en Coopération)**

**CEPED (Centre Français sur la Population et
le Développement)**

**EDI
29, rue Descartes
PARIS 1991**